

Haro d'une opposition gabonaise de la Franc'Afrique !

. Erreur de casting

Steve Mbecki

Depuis la période de précampagne de l'élection présidentielle qui vient de s'achever, jusqu'à nos jours, un certain Robert Bourgi donne des avis divers et multiples sur la vie politique gabonaise. Il semble en connaître les acteurs, ainsi que les arcanes. Il se veut même le "fils" de feu Omar Bongo, au point qu'il l'appelait "papa". En 2009, il reconnaît avoir personnellement fait le choix d'Ali Bongo Ondimba, même s'il avoue le regretter aujourd'hui. Il révèle même avoir influencé la décision de Nicolas Sarkozy, à l'époque Chef de l'Etat français, celle de donner une onction et une caution au premier coup d'Etat électoral perpétré cette année 2009. L'on se souviendrait que l'ex-chef d'Etat français, aujourd'hui de nouveau en course pour l'Elysée, s'était empressé de féliciter Ali Bongo Ondimba, sans même attendre la proclamation officielle des résultats par la Cour Constitutionnelle, lui qui avait pourtant promis mettre un terme à la nébuleuse franc'Afrique.

Le pouvait-il, tout en étant entouré de Robert Bourgi, Claude Guéant, Brice Hortefeux et consorts ? Telle une pieuvre, dont on a toutes les difficultés de couper les tentacules, cette franc'Afrique a continué à fonctionner sous Nicolas Sarkozy, de 2007 à 2012. Toute chose ayant permis à ses amis, Bouygues, Bolloré et autres de s'adjuger de grandes parts de marchés au Gabon, dans les bâtiments et travaux publics, les activités portuaires, les télécommunications et dans bien d'autres domaines d'activités encore.

En 2012, exit Nicolas Sarkozy, place au Socialiste François Hollande. La Franc'Afrique est devenue discrète et les Robert Bourgi forcés au

chômage. Idéologie obligeant, les socialistes français s'accrochent mal de pratiques mafieuses inhérentes à cette nébuleuse, même si les intérêts de la France priment sur toute considération idéologique. Leurs rapports avec le pouvoir d'Ali Bongo ont, de ce fait, été relativement distants tout au long du quinquennat qui s'achève. L'on se souvient des accueils glaciaux qui lui étaient réservés au Palais de l'Elysée.

En laissant Robert Bourgi s'immiscer assez régulièrement dans le débat politique gabonais, en cette période électorale, une certaine frange de l'opposition politique gabonaise n'a-t-elle pas commis l'erreur d'apparaître aux yeux de l'opinion africaine, comme une opposition de la franc'Afrique. Et lorsque l'on sait ce que pensent les forces démocratiques et progressistes africaines de cette franc'Afrique, cette immixtion de celui qui en est considéré comme une barbouze, n'a-t-elle pas décrédibilisé cette opposition gabonaise aux yeux du monde ?

La franc'Afrique est synonyme des régimes fantômes, despotiques et dictatoriaux, des partis uniques en Afrique noire francophone, des coups d'Etat, des assassinats politiques des opposants par des régimes imposés aux Africains par l'Hexagone, de pillage sans vergogne des richesses du sol et sous-sol par les entreprises et sociétés françaises ; de ces entreprises et sociétés devenues des Etats dans des Etats, à l'instar de la défunte Elf Aquitaine.

Il s'agit là d'un lourd contentieux qui sera difficile à solder entre les forces démocratiques et progressistes d'Afrique noire francophone et les milieux politico-affairistes français. Robert Bourgi fait justement partie de ces milieux, lui qui avait reconnu avoir transporté des mallettes

d'argent entre certains palais présidentiels africains et Paris, et dont étaient bénéficiaires certaines formations et personnalités politiques de l'Hexagone.

Aux yeux d'une certaine intelligencia africaine donc, le fait que ce dernier soit intervenu dans le débat politique gabonais, lors des dernières joutes électorales, avait un arrière-goût de néocolonialisme. Du coup, c'est plutôt paradoxalement et même curieusement, Ali Bongo Ondimba qui est apparu, à leurs yeux comme l'opposant à la franc'Afrique et au néocolonialisme, le progressiste, celui qui défend les intérêts de son pays contre les prédateurs occidentaux. Et l'intéressé ne s'est pas privé, de manier habilement la fibre panafricaniste pour narguer les observateurs de l'Union européenne.

Ainsi pour de nombreux démocrates progressistes et panafricains, il valait mieux se ranger de son côté que de celui de Jean Ping. Ils ont certainement eu tort, mais l'erreur n'a-t-elle été commise à l'intérieur de la coalition des forces qui ont soutenu Jean Ping, surtout lorsqu'on sait que parmi toutes ces forces, il y en a qui entretiennent des relations étroites, ce pour des raisons diverses, avec Robert Bourgi.

C'est peut être aussi cette erreur qui a rendu le pouvoir socialiste, actuellement aux commandes de la France, moins regardant sur la brutalité et la violence avec lesquelles Ali Bongo Ondimba s'est de nouveau installé au



pouvoir, cependant qu'en République démocratique du Congo, la véhémence verbale, vis-à-vis de J. Désiré Kabila, a été remarquée. Face aux événements survenus, presque en même temps dans ce pays et au Gabon, Jean Marc Ayrault, l'actuel Premier ministre français, et François Hollande, n'ont pas mis des gants pour remonter les bretelles aux autorités de Kinshasa, alors qu'en ce qui concerne le Gabon, il n'y a eu que le service minimum, juste ont-ils pris "acte ou "note" des résultats proclamés par la Cour Constitutionnelle, tout en prônant un retour à "l'apaisement dans un esprit de dialogue".

Tous ceux qui rêvent donc d'une hypothétique intervention de la France pour faire respecter la vérité des urnes à Ali Bongo peuvent par conséquent déchanter.